

Fonds pour l'environnement mondial

GEF/C.27/Inf.8/Rév.1

17 octobre 2005

Conseil du FEM
8-10 novembre 2005

LE DISPOSITIF D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU FEM

Sommaire

Contexte général	1
Le dispositif d'allocation des ressources du FEM	1
L'indice de potentialité du FEM (IPF).....	2
L'indice de résultat (IRF).....	3
Méthode de détermination des allocations.....	3
Utilisation des ressources indicatives allouées à titre individuel et collectif.....	5
Examen à mi-parcours des ressources allouées à titre individuel et collectif.....	7
Dédutions	7
Plafonds.....	7
Admissibilité des pays	8
Communication des informations au public	8
Évaluation du dispositif d'allocation des ressources	9
 Annexe 1. L'IPF pour le domaine Diversité biologique (IPF _{Bio})	10
Annexe 2. L'IPF pour le domaine Changement climatique (IPF _{CC})	19
Annexe 3. L'indice de résultat du FEM.....	23
Annexe 4. Allocations indicatives pour le domaine d'intervention Diversité biologique	29
Annexe 5. Allocations indicatives pour le domaine d'intervention Changement climatique.....	31
Annexe 6. Pays pouvant prétendre aux financements du FEM	33

CONTEXTE GÉNÉRAL

1. Les recommandations pratiques formulées lors de la troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM demandaient au « Secrétariat de travailler en collaboration avec le Conseil pour établir un mécanisme qui permette de répartir au mieux les ressources limitées du FEM entre les domaines d'intervention et à l'intérieur de ceux-ci afin que les financements alloués aient le plus grand impact possible sur l'amélioration de l'environnement mondial et favorisent l'adoption de politiques et méthodes environnementales rationnelles à l'échelle mondiale. »¹ En outre, les recommandations pratiques prévoient que « le mécanisme retenu permettra d'affecter des ressources aux pays et aux priorités arrêtées en matière d'environnement mondial, selon des critères de performance. Il prévoira différents niveaux et types d'aide, déterminés par une évaluation transparente des aspects des capacités, des politiques et des pratiques des pays qui se prêtent le mieux à une intervention efficace du FEM. Tous les pays membres devront être tenus informés de la façon dont sont prises les décisions d'allocation des ressources. »²

2. Le Conseil du FEM a approuvé ces recommandations en octobre 2002 et a discuté de la création de ce mécanisme lors de ses réunions de mai 2003, novembre 2003, mai 2004, novembre 2004 et juin 2005. À sa réunion extraordinaire des 30 août et 1^{er} septembre 2005, il a approuvé la création du dispositif d'allocation des ressources³. Ce document décrit le dispositif tel qu'adopté par le Conseil.

LE DISPOSITIF D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU FEM

3. Le dispositif d'allocation des ressources (DAR) est un système permettant d'affecter les ressources du Fonds aux pays bénéficiaires de manière cohérente et transparente, en tenant compte des priorités de protection du patrimoine écologique mondial et des aspects des capacités, des politiques et des pratiques des pays favorisant la bonne mise en œuvre des projets du FEM⁴.

4. Le DAR repose sur deux grands principes. Le premier d'entre eux, la capacité potentielle des pays à préserver le patrimoine environnemental de la planète, se rapporte au mandat du FEM qui finance le surcoût des efforts engagés par les pays pour contribuer à une amélioration de l'état environnemental de la planète. Les résultats obtenus par les pays constituent le second de ces principes ; il reflète les politiques nationales et l'existence d'un climat propice à la bonne exécution des projets du FEM. Ces deux principes sont repris dans le DAR du fait de l'application des deux indices suivants :

¹ GEF/C.20/4, Résumé des négociations en vue de la Troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM, Annexe C, paragraphe 16.

² Ibid, paragraphe 18.

³ Comme le stipule l'annexe du Compte rendu conjoint des Présidents relatif à la réunion extraordinaire du Conseil du FEM des 31 août et 1^{er} septembre 2005.

⁴ Il a été décidé qu'en un premier temps, le DAR s'appliquera aux domaines Diversité biologique et Changements climatiques. Durant le FEM-III, ces deux domaines d'intervention représentaient environ les deux tiers des ressources allouées à la programmation des activités du FEM.

- a) l'indice de potentialité du FEM (IPF) : mesure de la capacité d'un pays à contribuer à l'amélioration de l'environnement mondial dans un domaine d'intervention particulier ; et
- b) l'indice de résultat du FEM (IRF) : mesure des capacités, politiques et pratiques d'un pays qui se prêtent à la bonne mise en œuvre des programmes et des projets du FEM.

L'indice de potentialité du FEM (IPF)

5. Aux fins de l'application initiale du DAR, des indices séparés ont été élaborés pour mesurer la capacité des pays à contribuer à l'amélioration de l'environnement mondial dans les domaines Diversité biologique et Changement climatique.

L'IPF pour le domaine Diversité biologique

6. Dans ce domaine, l'IPF mesure les retombées positives sur le patrimoine écologique mondial des activités d'un pays en faveur de la diversité biologique. Il reflète la répartition complexe et extrêmement variable des espèces et des menaces auxquelles elles sont confrontées dans les écosystèmes de la planète, à la fois au sein des pays et au-delà de leurs frontières nationales. Il tient compte de l'abondance de données sur certains aspects de la diversité biologique, s'appuyant alors sur des indicateurs détaillés, et reconnaît parallèlement les lacunes de l'information dans d'autres domaines pour lesquels il ne dispose que d'indicateurs généraux. Il correspond aux cibles de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à l'horizon 2010. De plus amples informations sur l'IPF Diversité biologique sont fournies à l'**Annexe 1**.

L'IPF pour le domaine Changement climatique

7. L'IPF Changements climatiques a pour but de mesurer les progrès réalisés au niveau mondial du fait des mesures d'atténuation du changement climatique engagées par un pays. Il illustre les objectifs des programmes d'opérations du FEM dans ce domaine, à savoir les priorités à long terme d'atténuation des effets des changements climatiques⁵. L'IPF Changements climatiques est décrit en plus de détails à l'**Annexe 2**.

⁵ Le FEM a financé peu d'activités en matière de piégeage du carbone, mais cet objectif est l'une des grandes retombées annexes des projets menés dans les domaines Diversité biologique et Dégradation des sols. Les activités d'adaptation aux effets du changement climatique relèvent de la priorité stratégique d'adaptation en la matière.

L'indice de résultat du FEM (IRF)

8. L'indice de résultat du FEM, qui constitue le deuxième principe de ce dispositif, vise à mesurer la capacité d'un pays à exécuter les programmes et les projets du FEM compte tenu de ses résultats actuels et antérieurs. Il est composé de trois indicateurs ⁶ :

- a) l'indicateur de performance du portefeuille (IPP), qui est affecté dans l'IRF d'un facteur de pondération de 10 % répartis par moitié entre un indicateur élaboré à partir de la note attribuée aux projets du FEM dans l'Examen de l'état d'avancement des projets, et un second indicateur reposant sur les notes données aux projets environnementaux de la Banque mondiale par le Département de l'évaluation des opérations dans les rapports d'achèvement des projets ;
- b) l'indicateur d'évaluation de la politique et des institutions environnementales nationales (EPIEN), qui est affecté dans l'IRF d'un facteur de pondération de 70 % basé sur l'indicateur de viabilité écologique des politiques et des institutions⁷ de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale ; et,
- c) l'indicateur du cadre institutionnel (ICI), qui est affecté dans l'IRF d'un facteur de pondération de 20 % et qui correspond à la moyenne des cinq indicateurs⁸ du module « Gestion et institutions du secteur public » de la CPIA.

On trouvera à l'**Annexe 3** de plus amples informations sur l'indice de résultat du FEM ainsi qu'une liste des indicateurs de la CPIA.

Méthode de détermination des allocations

9. Au début de chaque période couverte par une reconstitution, les ressources approuvées pour chaque domaine d'intervention conformément au document de programmation préparé en vue des négociations pour la reconstitution seront réparties conformément à un régime individuel et à un régime collectif en fonction de l'indice de potentialité du FEM (IPF) pour les deux domaines d'intervention concernés, et en fonction de l'indice de résultat du FEM (IRF) en appliquant les cinq opérations décrites ci-dessous et illustrées à la **Figure 1**.

Opération 1. Note du pays

10. Pour chaque pays pouvant prétendre à un financement, dans chaque domaine d'intervention⁹, une note est calculée en multipliant l'indice de potentialité du FEM (IPF) par l'indice de résultat du FEM (IRF) :

⁶ L'IRF ne comprend pas d'indicateur macroéconomique ; il faudra en prévoir un si le Conseil veut adopter une mesure autorisant le FEM à accorder des financements au titre de l'aide budgétaire (telle que définie au paragraphe 21 du Compte rendu conjoint des présidents de la réunion de mai 2004).

⁷ Indicateur CPIA n° 11 – voir l'Annexe 3.

⁸ Indicateurs CPIA n° 12, 13, 14, 15 et 16 – voir l'Annexe 3.

⁹ À l'exception des pays visés au paragraphe 26.

$$\text{Note du pays} = \text{IPF}^{0.8} \times \text{IRF}^{1.0}$$

Opération 2. Part du pays

11. La *part du pays* dans chaque domaine d'intervention s'obtient en divisant la note du pays dans le domaine en question par la somme des notes de tous les pays pouvant prétendre à un financement dans ce même domaine d'intervention :

$$\text{Part du pays} = \frac{\text{Note du pays}}{\text{Somme des notes de tous les pays pouvant prétendre à un financement}}$$

Opération 3. Allocation préliminaire par pays

12. L'*allocation préliminaire par pays* s'obtient, pour chaque pays, dans chaque domaine d'intervention, en multipliant la part du pays par le montant total des ressources du FEM allouées au domaine d'intervention considéré dans le cadre du DAR, après *déductions* (paragraphe 22).

$$\text{Allocation préliminaire par pays} = \text{Part du pays} \times \text{Ressources du FEM allouées dans le cadre du DAR, après déductions}$$

Opération 4. Allocations corrigées des planchers et plafonds

13. À chaque pays dont l'*allocation préliminaire* est inférieure à 1 million de dollars, il est attribué le montant complémentaire nécessaire pour que l'*allocation corrigée* minimale soit de 1 million de dollars. Les ressources nécessaires à ce montant complémentaire s'obtiennent en corrigeant les *allocations préliminaires* des autres pays proportionnellement à leurs parts respectives. Les *allocations préliminaires par pays* dans chaque domaine d'intervention sont également corrigées pour tenir compte du plafond fixé dans le domaine d'intervention en question, comme le précise le paragraphe 23. Les ressources dépassant ce plafond sont réaffectées aux autres pays proportionnellement à leurs parts respectives.

Opération 5. Allocations indicatives à titre individuel et collectif

14. Pour chaque domaine d'intervention, les *allocations corrigées* de tous les pays pouvant prétendre à un financement sont présentées par ordre décroissant. Les pays dont les *allocations corrigées* cumulées, prises par ordre décroissant, représentent 75 % de l'ensemble des ressources du domaine d'intervention considéré sont attributaires d'une *allocation indicative individuelle* égale à leur *allocation corrigée*¹⁰.

15. Les autres pays sont regroupés, et sont attributaires d'une allocation collective pour chaque domaine d'intervention. Les *allocations indicatives* attribuées à ce groupe par domaine d'intervention sont constituées des ressources disponibles par domaine qui ne sont ni exclues du DAR en vertu du paragraphe 22, ni attribuées aux pays à titre individuel conformément au

¹⁰ Ces deux domaines d'intervention représentaient les deux tiers des ressources allouées à la programmation des activités du FEM durant le FEM-III.

paragraphe 14. Pour chaque domaine d'intervention, la *limite supérieure* pour les projets approuvés dans tout pays de ce groupe est égale à *l'allocation corrigée* la plus élevée du groupe.

16. Le total des déductions (paragraphe 22), de l'allocation indicative collective (paragraphe 15) et des compléments (paragraphe 13) ne peut être supérieur à 25 % des ressources de chaque domaine d'intervention.

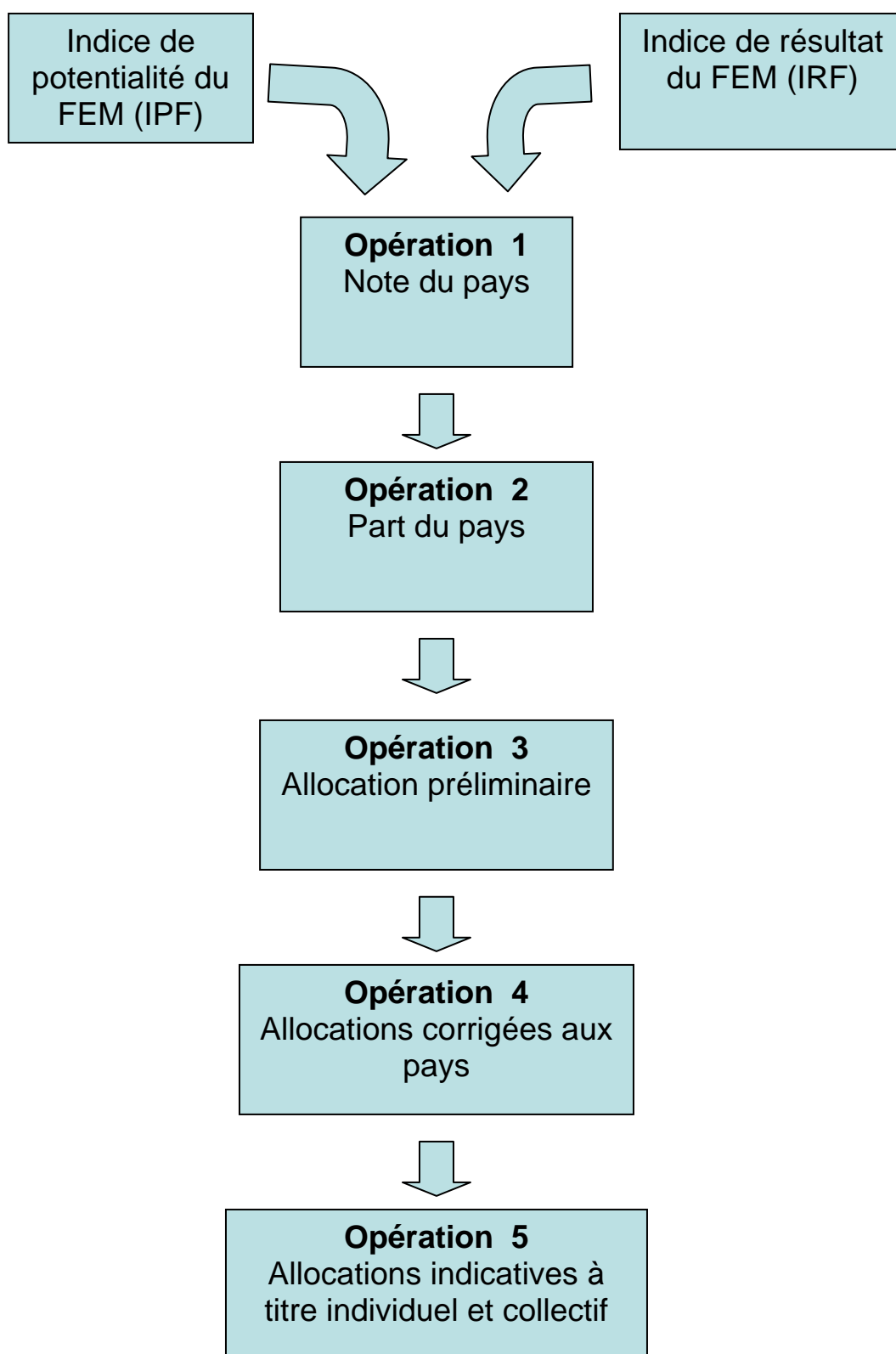
17. À titre purement indicatif, les allocations indicatives à titre individuel et collectif pour les domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques pour une période de reconstitution donnée sont indiquées aux **Annexes 4** et **5** respectivement sur la base des montants du FEM-III.

Utilisation des ressources indicatives allouées à titre individuel et collectif

18. Les allocations indicatives individuelles et la limite supérieure pour les projets approuvés au titre du régime collectif ne sont pas des acquis. Elles constituent une enveloppe sur laquelle les pays peuvent solliciter l'aide du FEM pour des programmes et des projets de grande qualité répondant aux objectifs stratégiques du Fonds, conformément aux procédures en vigueur du cycle de projets. Dès lors qu'un projet est approuvé, le montant du financement du FEM et les frais de gestion associés sont déduits des *allocations indicatives individuelles* ou de *la limite supérieure* applicable au régime collectif.

19. À la fin d'une période couverte par une reconstitution des ressources, le solde des *allocations indicatives* n'est pas reporté sur la période suivante au titre de l'allocation individuelle ou collective. Il ira grossir le total des ressources disponibles pour la prochaine période de reconstitution en vue d'une nouvelle allocation.

Figure 1 : Méthode de détermination des allocations



Examen à mi-parcours des ressources allouées à titre individuel et collectif

20. Le montant des fonds versés à un pays relevant du régime de l'allocation individuelle durant la première moitié d'une période couverte par une reconstitution (deux ans) ne peut être supérieur à 50 % de ses *allocations indicatives* pour la totalité de la période. Si le pays est placé sous le régime collectif, le montant des fonds décaissés à son profit pendant la première moitié de la période ne peut dépasser 50 % de la *limite supérieure* visée au paragraphe 15. À mi-parcours de cette période, les ressources indicatives allouées à titre individuel et collectif seront corrigées pour le reste de la période en appliquant le DAR à la moitié des ressources encore disponibles pour chaque domaine d'intervention ainsi que des IPF et des IRF actualisés. Le montant ainsi obtenu et le solde reporté (ressources non engagées) de la première moitié de la période couverte par la reconstitution des ressources constituent *l'allocation indicative révisée* du régime individuel et du régime collectif pour le reste de cette période.

21. En outre, un pays attributaire d'une allocation individuelle pendant la première moitié de la période couverte par la reconstitution des ressources continue de la percevoir pendant la seconde. Comme précédemment, il peut prétendre à une allocation individuelle égale à son allocation corrigée après évaluation et au solde reporté de la première moitié de cette période.

Déductions

22. Les déductions sont des ressources disponibles au titre des domaines d'intervention qui ne sont pas allouées conformément aux opérations 1 à 3 du DAR¹¹. Elles correspondent à :

- a) 5 % des ressources de chaque domaine d'intervention pour les projets mondiaux et régionaux ; et,
- b) 5 % des ressources de chaque domaine d'intervention pour le programme de microfinancements et les actions transsectorielles de renforcement des capacités.

Plafonds

23. Pour chaque domaine d'intervention, un pays ne peut être attributaire d'un montant supérieur au plafond défini pour le domaine en question. Le plafond pour la diversité biologique est fixé à 10 % des ressources à allouer dans ce domaine d'intervention au cours de la période couverte par la reconstitution des ressources ; il est de 15 % dans le cas des changements climatiques¹².

¹¹ Un pays peut aussi décider d'utiliser tout ou partie de son allocation indicative à titre individuel ou collectif pour participer à un programme ou à un projet régional, au programme de microfinancements ou à des actions transsectorielles de renforcement des capacités.

¹² Par le passé, la part la plus importante des ressources du FEM allouée à un pays a été d'environ 4 % dans le domaine Diversité biologique, et d'environ 17 % dans le cas du domaine Changement climatique.

Admissibilité des pays

24. L'admissibilité des pays aux financements du FEM est définie au paragraphe 9 de l'Instrument du FEM. L'alinéa a) précise que les conventions déterminent les critères d'éligibilité en vue des subventions accordées par le FEM dans le cadre de leur mécanisme financier.

25. L'expérience a montré que les critères permettant de déterminer l'éligibilité des pays ne sont pas toujours clairement définis par les conventions. Dans l'attente de critères explicites permettant au FEM d'établir la liste complète des pays pouvant prétendre à ses financements au titre du mécanisme financier d'une convention, le FEM appliquera les critères suivants aux fins du DAR : un pays peut prétendre aux financements du FEM dans un domaine d'intervention dans les cas suivants : i) le Secrétariat de la Convention confirme que le pays satisfait aux critères d'éligibilité fixés par la conférence des parties compétente ; ou, ii) le pays remplit les conditions requises pour emprunter à la Banque mondiale ou solliciter l'assistance technique du PNUD, et il est partie à la convention relative à ce domaine d'intervention. La liste des pays pouvant prétendre à l'aide du FEM sur la base de ces critères fait l'objet de l'**Annexe 6**.

26. Si un pays admissible : i) n'est pas un participant au FEM ; ii) s'il n'a jamais reçu l'aide du FEM dans un domaine d'intervention spécifique, ou iii) s'il n'a pas de chiffres d'IRF, les opérations 1 à 4 décrites aux paragraphes 9 à 13 ne s'appliquent pas. Ce pays sera alors placé sous le régime de l'allocation collective dont il pourra bénéficier.

27. Un pays qui devient admissible aux financements du FEM pendant la période couverte par une reconstitution des ressources après que les ressources ont été allouées sera placé sous le régime de l'allocation collective en attendant que soient déterminés l'indice de potentialité et l'indice de résultat le concernant, au moment de l'actualisation des indices et de la détermination des allocations.

Communication des informations au public

28. La divulgation des données et des indicateurs utilisés pour le DAR est fonction des règles et conditions régissant leur utilisation par la source des informations. Conformément à ces règles, les données suivantes seront rendues publiques :

- a) le montant des allocations indicatives pour chaque pays relevant du régime de l'allocation individuelle ;
- b) le montant de l'allocation indicative au titre du régime collectif ; et,
- c) l'indice de potentialité du FEM pour tous les pays admissibles.

29. S'agissant des chiffres de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale, qui servent à établir l'indice de résultat du FEM (IRF), un lien permettra d'accéder au site de la Banque mondiale à partir de celui du FEM.

Évaluation du dispositif d'allocation des ressources

30. Le Conseil procédera à une évaluation du DAR après deux ans d'application. Cette évaluation portera sur l'application pratique du dispositif. Elle examinera également la possibilité d'utiliser des indicateurs existants, ou à mettre au point, au sein du système des Nations Unies, et comprendra un examen du poids de la gouvernance dans l'indicateur d'évaluation de la politique environnementale et des institutions nationales (CEPIA). Cette évaluation sera soumise à l'examen du Conseil et réalisée par le Bureau du suivi et de l'évaluation en collaboration avec le Secrétariat et les Agents et Organismes d'exécution.

31. Le DAR fera l'objet d'un examen indépendant réalisé au même moment, ou dans le même cadre, que le quatrième bilan global indépendant du FEM.

32. Le Conseil a également confirmé la décision prise à sa réunion de novembre 2003, par laquelle il chargeait le Secrétariat de préparer un DAR applicable à l'ensemble du FEM articulé sur les priorités environnementales à caractère mondial et les résultats des pays en la matière. Le Conseil examinera les progrès réalisés dans la préparation des indicateurs relatifs aux autres domaines d'intervention à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours.

ANNEXE 1. L'IPF POUR LE DOMAINE DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (IPF_{BIO})

Généralités et contexte

1. L'indice de potentialité du FEM pour la diversité biologique (IPF_{BIO}) permet un classement relatif des pays permettant l'application du dispositif d'allocation des ressources en vue de la réalisation des objectifs du FEM dans ce domaine. Le FEM étant chargé de la gestion des mécanismes financiers institués au titre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), ses objectifs dans ce domaine sont dictés par les orientations de la Convention.
2. La CDB définit la diversité biologique en fonction de la variabilité génétique spécifique et écosystémique. Elle a pour objectifs la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques. En outre, elle définit des cibles spécifiques à l'horizon 2010 pour la réalisation de ces objectifs.
3. Conformément aux dispositions de la CDB, le FEM a défini des priorités stratégiques visant à promouvoir la pérennité des zones protégées, l'intégration de la préservation de la diversité biologique dans les systèmes de production, le renforcement des capacités pour l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, l'instauration et la diffusion de pratiques d'intervention efficaces. Ces priorités qui tiennent compte de la répartition de la biodiversité dans l'ensemble des écosystèmes, font l'objet de programmes d'opérations distincts pour les écosystèmes arides et semi-arides, les écosystèmes dulcicoles, côtiers et marins, les écosystèmes forestiers, les écosystèmes montagneux et la biodiversité agricole.
4. La diversité biologique n'est pas la chose du monde la mieux partagée. Les taux de disparition de la diversité biologique varient suivant les écosystèmes, qui diffèrent entre eux par la richesse en espèces. On connaît mal la valeur économique et écosystémique des ressources de la diversité biologique. On sait peu de choses, en particulier, de l'interdépendance des espèces au sein de chaque écosystème et des répercussions de l'extinction d'une espèce sur les autres. Toutefois, l'absence de certitudes scientifiques totales ne doit pas être invoquée pour différer les mesures qui permettraient d'éviter ou d'atténuer les risques d'appauvrissement ou de perte sensible de la diversité biologique.
5. La préservation de la diversité biologique implique la recherche d'un équilibre entre l'affectation prioritaire des ressources aux zones qui, selon les informations disponibles, présentent une très forte biodiversité, et le maintien des processus écologiques de grande envergure et des systèmes d'entretien de la vie à l'échelon local, régional et mondial (à savoir les services écosystémiques), reconnaissant ainsi que toute diversité biologique est importante. Les succès durablement marqués dans l'amélioration de la diversité biologique planétaire dépendront très largement de la mesure dans laquelle les activités du FEM émanent des pays ; donnent suite à des programmes correspondant à des priorités nationales et honorant les obligations découlant de la Convention ; et se rapportent à des cadres de politique générale et à des plans nationaux appropriés de développement sectoriel, économique et social.

L'indice de potentialité du FEM pour la diversité biologique

6. Cet indice a été conçu pour répondre à son objet ; il est fondé sur des bases conceptuelles simples et des données scientifiques, et permet de couvrir l'ensemble des pays admis à bénéficier de l'aide du FEM. En se fondant sur les travaux de la communauté scientifique et les données recueillies par diverses organisations, notamment le Fonds mondial pour la nature, Conservation International, l'Union mondiale pour la nature (UICN), Birdlife International et FishBase, le Secrétariat a élaboré cet indice avec le concours du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale. L'indice permet une utilisation optimale des données scientifiques fiables en vue d'une évaluation de la diversité biologique et terrestre et marine dans l'ensemble des pays. Il a été élaboré après de multiples consultations techniques avec les spécialistes de l'environnement des ONG. Il sera affiné et actualisé à mesure que parviennent des données complémentaires et de nouveaux indicateurs¹³.

7. L'IPF reflète la répartition complexe et extrêmement variable des espèces et des menaces auxquelles elles sont confrontées dans les écosystèmes de la planète, à la fois au sein des pays et au-delà de leurs frontières nationales. Il tient compte de l'abondance de données sur certains aspects de la diversité biologique (par exemple les espèces appartenant à certains groupes taxonomiques), et reconnaît parallèlement les lacunes de l'information (concernant par exemple la diversité génétique et les services écosystémiques à l'échelon national) dans d'autres domaines pour lesquels il ne dispose que d'indicateurs généraux attestant le caractère unique des écorégions présentes dans les pays. Il correspond aux cibles de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à l'horizon 2010 et tient compte des éléments suivants :

- a) l'extrême variabilité taxonomique au niveau des espèces et des genres, compte tenu de l'abondance spécifique et plus particulièrement des espèces menacées. Étant donné la corrélation entre la différenciation des espèces et la diversité génétique, il reconnaît également la variabilité d'ordre génétique ;
- b) l'existence de vastes écorégions à caractère unique qui permet de développer le réseau mondial de zones protégées, tant pour la représentativité des zones que pour celle des espèces ;
- c) l'intégration explicite de la diversité biologique marine et terrestre, compte tenu de leur contribution respective aux écosystèmes correspondants ; et,
- d) l'importance de toute diversité biologique et la promotion des possibilités d'exploitation durable et de maintien des services écosystémiques à différents échelons, en mettant un minimum de ressources à la disposition de tous les pays.

8. L'IPF_{BIO} est élaboré, dans la mesure du possible, à partir de données de niveau provincial qui s'appuient sur les aspects biologiques et non sur les frontières politiques. Cette progression depuis la base contribue à dégager des informations détaillées sur la biodiversité d'importance

¹³ Par exemple, de nouveaux indicateurs sur la biodiversité agricole sont actuellement à l'étude en vue de leur intégration dans l'IPF.

mondiale présente au niveau local et d'aider les pays à mettre au point leur propre programme de préservation de la diversité biologique.

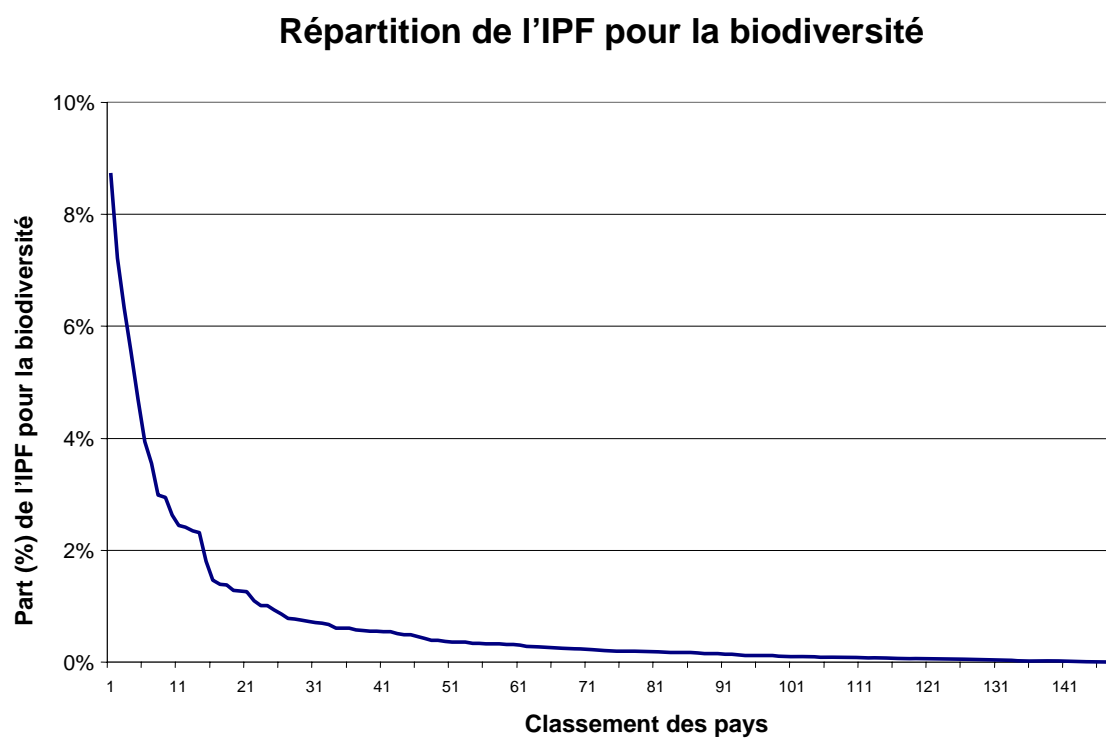
9. L'IPF_{BIO} d'un pays est une moyenne pondérée des notes attribuées à sa diversité biologique marine et terrestre, comme on l'explique dans les deux sections suivantes. La note pour les espèces terrestres est affectée d'un facteur de pondération de 80 %, ce facteur étant de 20 % dans le cas de la biodiversité marine. Les chiffres de l'IPF_{BIO} ne sont pas régulièrement répartis entre les pays. La **Figure 1.1** illustre la part de l'IPF_{BIO} total que représente chaque pays pouvant prétendre aux financements du FEM en vue de l'exécution de projets sur la diversité biologique¹⁴. Les pays ayant les chiffres les plus élevés sont représentés sur la gauche de la figure, tandis que les notes les plus basses figurent sur la droite. Trente pays comptent pour environ 76 % des retombées positives sur la diversité biologique mondiale, les 24 % restants étant partagés entre les 118 autres pays.

Indice de potentialité du FEM pour la diversité biologique =
 $W_T \times \text{Note pour la biodiversité terrestre} + W_M \times \text{Note pour la biodiversité marine}$

Plus facteur de pondération $W_T=0,8$ et $W_M=0,2$

¹⁴ Les parts signalées ici se rapportent uniquement à l'indice de potentialité du FEM pour la diversité biologique (IPF_{BIO}); elles ne correspondent pas aux parts allouées durant la phase d'allocation individuelle ou collective du dispositif d'allocation des ressources. Ces dernières sont calculées une fois que l'indice de potentialité est associé à l'indice de résultat au moyen de l'équation décrite dans la première note technique de cette série.

Figure 1.1 : Répartition de l'indice de potentialité du FEM pour la diversité biologique (IPF_{BIO})



Note attribuée à la diversité biologique terrestre des pays

10. Cette note est fixée en fonction de données très détaillées disponibles à l'échelon provincial pour des groupes taxonomiques spécifiques ; elle tient également compte de la pénurie de données concernant d'autres groupes ou écosystèmes. Elle est déterminée en quatre étapes qui font l'objet d'une description détaillée à la section suivante.

- a) Identification de toutes les composantes des différentes écorégions terrestres d'un pays (désignées par le sigle CEP pour composantes des écorégions du pays) ;
- b) notation de chaque CEP selon quatre caractéristiques : les espèces représentées, les espèces menacées, les écorégions représentées et les écorégions menacées ;
- c) détermination de la note globale de chaque CEP à partir de la moyenne pondérée des quatre notes ci-dessus ; et
- d) calcul de la note finale attribuée à la diversité biologique terrestre du pays, qui correspond à la somme des notes de toutes les CEP du pays.

Identification de toutes les composantes des écorégions terrestres d'un pays

11. Par écorégion, on entend un espace terrestre relativement important abritant un assemblage distinctif d'espèces et de communautés naturelles, dont les limites correspondent approximativement à l'aire des communautés naturelles avant les premières grandes modifications de l'utilisation des terres. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a récemment dressé une carte de la planète définissant et caractérisant 867 écorégions terrestres¹⁵. Sa résolution est suffisamment fine pour permettre la conception de réseaux de zones protégées¹⁶.

12. Les écorégions terrestres sont définies en fonction de l'aire initiale de la diversité biologique, tandis que le FEM intervient à l'échelle des pays. Les écorégions terrestres correspondent rarement aux frontières nationales qui, dans la majorité des cas, n'ont aucun rapport avec la répartition géographique de la diversité biologique. Les CEP sont définies par superposition de la carte mondiale des écorégions déterminées en fonction de critères biologiques et de la carte politique affichant les frontières nationales. Compte tenu des orientations des actions et projets actuels, seules sont considérées les zones qui n'ont pas été défrichées pour les besoins de l'agriculture ou de l'urbanisation¹⁷. À l'intérieur des frontières nationales, les CEP reflètent la répartition des espèces de faune et de flore locales.

13. Une CEP est définie comme la partie d'une écorégion terrestre d'un pays qui n'a pas été défrichée pour les besoins de l'agriculture ou de l'urbanisation. Ainsi, une écorégion qui s'étend

¹⁵ Le WWF a aussi partiellement caractérisé les écorégions dulcicoles et marines de la planète. Elles pourront également être intégrées à l'indice de potentialité du FEM une fois que la caractérisation est achevée au niveau mondial. On trouvera de plus amples détails sur ce travail à l'adresse suivante : www.nationalgeographic.com/wildworld/terrestrial.html.

¹⁶ Dans la carte du WWF, les écorégions couvrent une surface moyenne d'environ 150 000 km².

¹⁷ Les cartes SIG à haute résolution élaborées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) permettent d'identifier les zones de l'écorégion d'origine qui ont été défrichées.

sur quatre pays différents est divisée en quatre CEP dont chacune représente la partie de l'écorégion qui n'a pas été développée dans les limites territoriales de chaque pays. En appliquant cette distinction, les 867 écorégions terrestres se retrouvent divisées en quelque 1 700 CEP dont 1 326 se situent dans des pays pouvant prétendre aux financements du FEM et font donc l'objet des analyses engagées au titre du dispositif d'allocation des ressources.

Notation des composantes des écorégions terrestres des pays

14. La deuxième opération entrant dans le calcul de la note attribuée à la diversité biologique des pays consiste à caractériser chaque CEP au moyen de quatre indicateurs : les espèces représentées, les espèces menacées, les écorégions représentées et les écorégions menacées.

Les espèces représentées

15. La note attribuée aux espèces représentées correspond à la moyenne des notes affectées à tous les groupes taxonomiques existants. La note actuelle est basée sur des données concernant les mammifères, les oiseaux, les amphibiens, les reptiles, les poissons d'eau douce et les plantes vasculaires. D'autres groupes taxonomiques seront pris en compte à mesure que de nouvelles données sont obtenues.

16. Cet indicateur est élaboré à partir de différentes analyses de l'habitat dont dispose encore chaque espèce. Seules les espèces qui ont fait l'objet d'une évaluation complète et rigoureuse en vue de comparaison entre les pays sont prises en compte¹⁸. Au total, chaque espèce se voit attribuer un point réparti entre les différentes CEP à raison de l'habitat dont elle dispose encore. Ainsi, si 60 % de l'habitat d'une espèce se trouvent dans une CEP et que les 40 % restants sont également répartis dans deux autres CEP, le point attribué à l'espèce est réparti entre les trois CEP dans les proportions suivantes : 0,6, 0,2 et 0,2. Aucun point n'est attribué aux autres CEP pour cette espèce. Pour chacune des CEP, le total des points attribués aux espèces est calculé pour chaque groupe taxonomique (ou taxon) et normalisé au moyen du nombre total d'espèces que compte ce taxon dans le monde. La note attribuée à la CEP pour les espèces représentées correspond à la moyenne des points normalisés pour les six groupes taxonomiques pour lesquelles des données sont disponibles. À l'échelon mondial, cette démarche permet une représentation égale de tous les taxons¹⁹.

Les espèces menacées

17. La note attribuée aux espèces menacées est calculée de la même manière que celle des espèces représentées, avec un ajustement préalable. Les espèces reçoivent des points en fonction

¹⁸ L'UICN a fourni des données complètes sur l'aire de répartition des mammifères, des oiseaux et des amphibiens. Des données globales sur les reptiles et les plantes ont en outre été apportées par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation, tandis que les données sur les espèces de poissons marins et dulcicoles proviennent de FishBase.

¹⁹ Si les points étaient cumulés au niveau des espèces, les indicateurs seraient biaisés en faveur des groupes taxonomiques comptant un grand nombre d'espèces, comme les plantes phanérogames. Le calcul de moyennes de groupe permet de mieux tenir compte de l'abondance de la diversité biologique dans les différents groupes taxonomiques.

de l'ampleur des menaces dont elles sont l'objet, et non plus un seul point uniformément attribué à toutes les espèces. La note actuelle est basée sur les informations disponibles concernant les menaces pesant sur les mammifères, les oiseaux et les amphibiens. D'autres groupes taxonomiques seront pris en compte à mesure que de nouvelles données sont obtenues.

18. L'attribution d'une note aux espèces menacées est justifiée par l'urgence que revêt la protection des espèces confrontées à un risque réel d'extinction. Après avoir évalué les menaces pesant sur chaque espèce au niveau mondial, l'UICN répartit les espèces en six catégories : éteinte à l'état sauvage, en danger critique d'extinction, en danger, vulnérable, quasi menacée et préoccupation mineure. Sur la base de probabilités d'extinction scientifiquement estimées et des priorités en matière de conservation des espèces, les six catégories sont respectivement assorties de facteurs de pondération de 10, 10, 6.7, 1, 0 et 0²⁰.

19. Les points attribués aux espèces menacées dans chaque CEP sont comptabilisés séparément pour les mammifères, les amphibiens et les oiseaux, et normalisés au moyen du nombre total de points attribués aux espèces menacées de chaque taxon. La note affectée aux espèces menacées correspond à la moyenne des points normalisés pour les trois groupes taxonomiques.

Les écorégions représentées

20. Chaque CEP terrestre représente une écorégion dotée de caractéristiques uniques à l'échelle mondiale. Au total, chaque écorégion se voit attribuer un point réparti entre les différentes CEP à raison de l'habitat préservé (les terres qui n'ont pas été défrichées pour les besoins de l'agriculture ou de l'urbanisation). Cet indice permet de rendre compte du caractère unique de chaque CEP et de son échelle. Étant donné la vaste gamme de facteurs intervenant dans une écorégion, les composantes hors espèces de la diversité biologique sont correctement représentées par la note attribuée aux écosystèmes terrestres. Cet indice sera remplacé par des indicateurs plus précis de la diversité génétique, des services écosystémiques et d'autres composantes de la biodiversité à mesure que des données complètes sont obtenues pour tous les pays pouvant prétendre à l'aide du FEM.

Les écorégions menacées

21. L'attribution d'une note aux écorégions menacées est justifiée par l'urgence que revêt la protection des écorégions confrontées à un risque réel de destruction des habitats. Le Fonds mondial pour la nature classe les écorégions en trois groupes : critique/en danger, vulnérable et stable. Sur la base d'estimations scientifiquement déterminées des taux de dégradation des habitats, les trois catégories reçoivent respectivement 4, 2 et 1 point en fonction des menaces qui pèsent sur les écosystèmes. Les points affectés à chaque écorégion sont répartis dans la CEP correspondante à raison des habitats préservés. Cet indice illustre l'échelle, le caractère unique et le niveau de risque pour chaque CEP. Tout comme l'indice des écorégions représentées, cet indice sera remplacé par des indicateurs plus précis de la diversité génétique, des services

²⁰ Le plus fort facteur de pondération, 10, est appliqué aux espèces en danger critique d'extinction ainsi qu'à celles éteintes à l'état sauvage. Un poids important est attribué à cette dernière catégorie afin que des mesures prioritaires de protection soient instaurées pour favoriser la réintroduction des espèces concernées dans leurs habitats d'origine.

écosystémiques et d'autres composantes de la biodiversité à mesure que des données complètes sont obtenues pour tous les pays pouvant prétendre aux financements du FEM.

Détermination de la note globale pour la diversité biologique terrestre de chaque CEP

22. La troisième opération nécessaire pour déterminer la note attribuée à la diversité biologique terrestre d'un pays consiste à calculer le total des notes affectées à chaque CEP. Il s'agit de la moyenne pondérée des quatre indicateurs ajustés de la biodiversité, que l'on obtient en appliquant l'équation ci-dessous²¹. Cette note globale est influencée par les facteurs de pondération qui sont choisis pour illustrer la contribution relative de chaque indicateur aux objectifs du FEM. Il ressort des consultations avec les experts de la biodiversité sur les pratiques recommandées que pour les simulations des scénarios de référence, des facteurs de pondération plus élevés sont attribués aux indicateurs d'espèces dont la caractérisation est certaine. Par ailleurs, un poids plus important est accordé aux espèces menacées du fait de l'utilisation d'un indicateur traduisant l'ampleur des menaces auxquelles elles sont confrontées. Il en va de même pour les écorégions menacées qui bénéficient aussi d'un poids plus important. Les coefficients de pondération sont définis ci-après.

$$\begin{aligned} \text{Note attribuée à la biodiversité d'une CEP} = & W_{T1} \times \text{Espèces représentées} + W_{T2} \times \text{Espèces menacées} + \\ & W_{T3} \times \text{Écorégion représentée} + W_{T4} \times \text{Écorégion menacée} \\ & \text{Si } W_{T1} + W_{T2} + W_{T3} + W_{T4} = 1 \end{aligned}$$

$$W_{T1} = 0,55 ; W_{T2} = 0,20 ; W_{T3} = 0,15 ; W_{T4} = 0,10$$

Calcul de la note attribuée à la biodiversité terrestre d'un pays

23. La quatrième opération consiste à déterminer la note affectée à la biodiversité terrestre d'un pays ; elle correspond à la somme des notes de toutes les CEP qu'il abrite.

Note attribuée à la diversité biologique marine d'un pays

24. Dans ce cas, le calcul est beaucoup plus simple en raison de l'insuffisance des données détaillées au niveau provincial. Les informations disponibles attestent la présence de certaines espèces de poissons dans les eaux d'un pays, mais ne permettent pas de connaître leur aire de répartition, les menaces dont elles font l'objet ou le caractère unique des écosystèmes marins. Il s'ensuit que la note attribuée à la diversité biologique marine ne repose que sur les espèces de poissons représentées. Au total, chaque espèce évaluée obtient un point qui est réparti entre les pays en proportion de son habitat estimé dans chaque pays²². La note attribuée à la diversité

²¹ La première étape de calcul de la note globale attribuée à la diversité biologique terrestre consiste à ajuster uniformément les quatre indicateurs. Ainsi, un point de différence dans les quatre indicateurs aura la même incidence sur la note globale si les indicateurs sont également pondérés.

²² L'habitat correspond globalement à la ZEE du pays. La part de l'habitat d'une espèce pour ce pays correspond à la part de sa ZEE dans la surface totale des ZEE tous les pays où cette espèce est signalée.

biologique marine d'un pays est la somme des points qui lui sont affectés à raison de toutes les espèces marines présentes dans ses eaux territoriales.

ANNEXE 2. L'INDICE DE POTENTIALITÉ DU FEM POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (IPF_{CC})

Généralités et contexte

1. L'IPF pour le changement climatique (IPF_{CC}) permet un classement relatif des pays pour l'application du dispositif d'allocation des ressources afin d'atteindre les objectifs du FEM en matière de changements climatiques. Le FEM étant chargé de la gestion des mécanismes financiers institués au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ses objectifs dans ce domaine sont dictés par les orientations de la Convention.
2. En adoptant la CCNUCC, entrée en vigueur en mars 1994, la communauté internationale a reconnu que le changement du climat de la planète et ses effets néfastes sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière, et requièrent de tous les pays la plus large participation possible. La CCNUCC a pour objectif de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau empêchant toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique mondial. La Convention appelle tous les pays à engager des mesures pour stabiliser le climat reconnaissant le principe de leurs « responsabilités communes mais différenciées ».
3. En tant que mécanisme financier de la CCNUCC, le FEM fournit, à titre gracieux ou à des conditions libérales, des moyens de financement nouveaux et supplémentaires pour aider les pays en développement et les pays en transition à contribuer à une évolution positive du climat mondial. Il apporte son concours aux pays en développement en vue de la préparation de leurs communications nationales au titre de la CCNUCC. La stratégie opérationnelle du FEM en matière de changement climatique a initialement mis l'accent sur quatre programmes opérationnels correspondant à des priorités d'atténuation du changement climatique à long terme : suppression des obstacles aux économies d'énergie et à l'amélioration du rendement énergétique ; promotion des énergies renouvelables ; réduction du coût des technologies à faibles émissions de gaz à effet de serre, et ; promotion des moyens de transport durables. Le FEM n'a financé qu'un petit nombre d'activités en matière de piégeage du carbone, mais cet objectif est l'une des grandes retombées des projets menés dans les domaines Diversité biologique et Dégradation des sols²³.
4. Les orientations fournies au FEM sur les mesures d'adaptation l'engagent à financer des activités d'adaptation de Phase I et II dans le cadre des communications nationales. Récemment, le Conseil a donné suite aux orientations de la septième et de la dixième réunion de la Conférence des Parties en votant les ressources nécessaires à l'application de la Priorité

²³ Les émissions de gaz à effet de serre dues à l'exploitation des terres sont moins bien connues que celles imputables à l'utilisation des combustibles fossiles. Selon les estimations du World Resources Institute, les nouveaux modes d'exploitation des terres représentent environ 30% du volume mondial des émissions de gaz à effet de serre. Voir les indicateurs utilisés par le World Resources Institute pour l'analyse du climat : (cait.wri.org)

stratégique d'adaptation aux changements climatiques qui vise à apporter un soutien aux activités d'adaptation menées dans les divers domaines d'intervention du FEM²⁴.

L'IPF pour le changement climatique

5. L'IPF pour le changement climatique vise à déterminer les retombées positives que les activités entreprises dans un pays dans le but d'atténuer le changement climatique peuvent générer à l'échelle de la planète. Il est élaboré à partir de deux indicateurs : i) les données de référence pour l'année 2000 concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES) exprimées en tonnes de carbone, et ii) le facteur de correction de l'intensité carbone qui correspond au ratio de l'intensité carbone en 1990 et de l'intensité carbone en 2000.

$$\text{IPF}_{\text{CC}} = \text{Base émissions de gaz à effet de serre} \times \frac{\text{Intensité carbone}_{1990}}{\text{Intensité carbone}_{2000}}$$

6. Les données de référence concernant les niveaux d'émission de GES donnent une idée des possibilités d'atténuation du changement climatique d'un pays tout en évitant les mesures d'incitation négatives auxquelles pourrait donner lieu la prise en compte des niveaux actuels d'émissions. Pour élargir la couverture au plus grand nombre de pays, l'année 2000 est prise comme année de référence. L'intégration des niveaux d'émission de référence dans l'IPF a pour effet d'attribuer les indices les plus importants aux pays qui polluent le plus. Deux raisons justifient la prise en compte des niveaux d'émission. Tout d'abord, les coûts de dépollution sont généralement plus faibles et s'accroissent moins rapidement dans les pays responsables d'émissions importantes que dans ceux qui émettent peu de gaz à effet de serre. Deuxièmement, les projets ont un effet de démonstration et d'apprentissage plus important dans le premier groupe de pays que dans le second.

7. L'intensité carbone d'un pays mesure les émissions d'un pays en tonnes de carbone par unité d'activité économique (PIB). Ce chiffre évolue en raison i) d'une efficacité carbone accrue due à l'utilisation de combustibles différents, à de nouvelles technologies ou à la croissance économique, et ; ii) des évolutions structurelles permettant l'abandon progressif des activités polluantes. L'utilisation de l'intensité carbone se justifie à deux titres. Premièrement, la réduction des émissions sera moins coûteuse dans les pays qui ont déjà signalé leur intention et/ou leur capacité à limiter leurs activités polluantes. Deuxièmement, elle permet de récompenser les pays qui sont parvenus à réduire leur niveau d'intensité carbone.

8. Les communications nationales au titre de la CCNUCC contiennent des inventaires précis et détaillés des émissions de GES. À l'heure actuelle, tous les pays admissibles à l'aide du FEM

²⁴ En outre, le FEM est chargé d'administrer le Fonds spécial pour le changement climatique et le Fonds pour les pays les moins avancés qui financent des projets visant à répondre aux besoins des pays en matière d'adaptation. Il est également prévu que le FEM soit chargé d'administrer le Fonds d'adaptation au changement climatique.

ne sont pas couverts dans la même mesure²⁵. Pour adopter une approche globale et permettre les comparaisons, les données normalisées sur les émissions de carbone fournies par les indicateurs d'analyse du climat du World Resources Institute entrent dans le calcul de l'IPF²⁶. La comparaison des données du World Resources Institute et des données correspondantes dans les communications nationales des pays au titre de la CCNUCC met en évidence une forte corrélation entre les deux ensembles de données.

9. Conformément aux stratégies et programmes actuels du FEM, seules les émissions de carbone dues à l'utilisation des combustibles fossiles et à la fabrication de ciment et les émissions d'autres GES sont prises en compte dans les données de référence sur les émissions. Il s'ensuit que les émissions dues aux nouvelles formes d'exploitation des terres n'entrent pas dans les données de référence. La répartition des émissions de référence (année 2000) entre les pays pouvant prétendre aux financements du FEM est illustrée à la Figure 2.1. Les pays sont représentés de gauche à droite en fonction de l'importance de leurs émissions. Pour chaque pays, le graphique indique la part du volume total des émissions de GES des pays admis à bénéficier de l'aide du FEM. La répartition est fortement asymétrique, 30 pays représentant 85 % du volume total des émissions, les 15 % restants étant répartis entre les 137 autres pays.

10. La répartition du facteur de correction de l'intensité carbone qui correspond au ratio de l'intensité carbone en 1990 à celle de 2000 est illustrée au Tableau 2.1. L'intensité carbone des trois quarts des pays a diminué durant les années 90, tandis qu'elle a augmenté ailleurs. Même si la réduction est inférieure à 10 % dans plusieurs pays, elle est très sensible dans de nombreux autres pays. Au cours des années 90, elle a diminué de 10 % à 25 % dans 21 pays, et de plus de 25 % dans 39 autres pays. En revanche, elle a augmenté de 10 % à 25 % dans 12 pays et de plus de 25 % dans neuf pays. Aucun facteur de correction de l'intensité carbone n'est disponible pour 22 pays pour lesquels l'IPF est basé sur les émissions de référence sans correction de l'intensité carbone.

11. La répartition de l'indice de potentialité du FEM pour le changement climatique qui tient compte de l'évolution de l'intensité carbone est également illustrée à la **Figure 2.1**. Cette répartition est très semblable à celle des émissions de référence.

²⁵ Sur les 160 pays pouvant prétendre à l'aide du FEM, seule une centaine a présenté des communications nationales au titre de la CCNUCC comprenant un inventaire détaillé des GES pour l'année de référence. La plupart des communications nationales initiales se rapportent à 1994, mais plusieurs pays ont fourni des inventaires pour une année différente. Les deuxièmes communications nationales devraient fournir des données d'émission plus solides. Ces données ne seront toutefois pas disponibles avant plusieurs années. À l'avenir, les informations provenant des inventaires figurant dans les communications nationales pourront être utilisées en vue de l'élaboration de l'indice mondial de potentialité pour le changement climatique.

²⁶ On trouvera des informations complémentaires sur les indicateurs utilisés par le World Resources Institute pour l'analyse du climat à l'adresse suivante : cait.wri.org.

Figure 2.1 :

Part des émissions de référence de GES et évolution de l'IPF pour le changement climatique

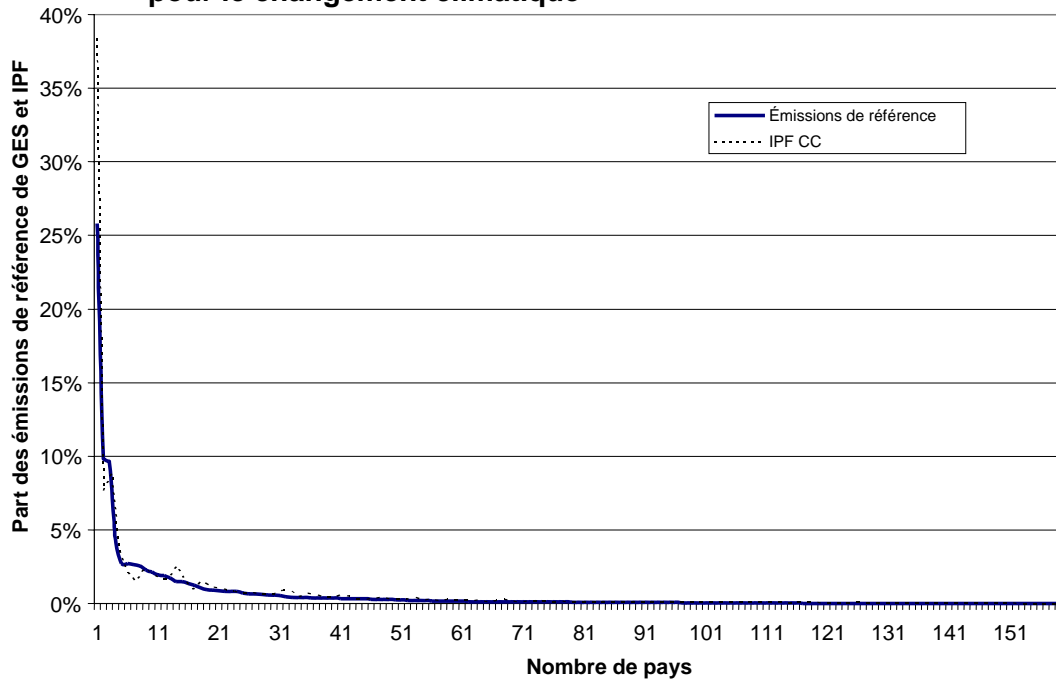


Tableau 2.1 : Répartition du facteur de correction de l'intensité carbone

Facteur de correction de l'intensité carbone	Nombre de pays
Plus de 2	4
1,25 à 2	35
1,1 à 1,25	21
1,0 à 1,1	39
0,9 à 1,0	18
0,75 à 0,9	12
0,5 à 0,75	9
Non disponible	22

ANNEXE 3. L'INDICE DE RÉSULTAT DU FEM

Généralités et contexte

1. L'indice de résultat du FEM (IRF) permet un classement relatif des pays en fonction de leur capacité à produire des effets positifs sur l'environnement mondial compte tenu de leurs résultats actuels et passés. La réussite des programmes et des projets du FEM est directement liée au cadre d'intervention et aux capacités des institutions. Les politiques et réglementations du secteur public, la capacité des institutions à adopter et à appliquer ces politiques, la participation publique et l'information sont essentielles pour la mise en place de mesures d'incitation et la sensibilisation des intervenants. Elles influencent en outre le bon fonctionnement des marchés, l'adoption et la mise au point de nouvelles technologies. Par ailleurs, les succès que rencontre le FEM sont souvent directement fonction de l'enthousiasme, des capacités et de l'engagement des communautés locales et des parties prenantes aux projets et se traduisent par les résultats obtenus sur le terrain.

L'indice de résultat du FEM (IRF)

2. L'IRF est une simple moyenne pondérée des trois indicateurs suivants calculée après qu'ils ont été uniformément ajustés : i) l'indicateur de performance du portefeuille (IPP) élaboré en pondérant de manière égale les notes moyennes affectées aux projets du FEM par l'Examen de l'état d'avancement des projets, et les notes moyennes attribuées aux projets environnementaux de la Banque mondiale dans les rapports d'achèvement des projets ; ii) l'indicateur d'évaluation de la politique et des institutions environnementales nationales (EPIEN) basé sur l'une des composantes de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale, et ; iii) l'indicateur du cadre institutionnel (ICI) élaboré d'après la CPIA de la Banque mondiale²⁷. Une description détaillée de ces trois indicateurs est présentée à la section suivante. On montre notamment comment l'IRF réagit aux modifications du contenu de l'indicateur du cadre institutionnel.

3. Les poids utilisés dans l'IRF reflètent tout à la fois l'importance relative de chacun des indicateurs, sa précision et sa robustesse. Une variation mineure des facteurs de pondération P_1 , P_2 et P_3 n'a pas d'incidence sur la notation des projets du FEM.

$$\text{IRF} = P_1 \times \text{IPP} + P_2 \times \text{EPIEN} + P_3 \times \text{ICI}$$

$$\text{Si } P_1 = 0,1; P_2 = 0,7; P_3 = 0,2$$

4. Lorsque ces indicateurs de performance ne sont pas disponibles pour un pays, l'IRF est calculé comme suit :

²⁷ Les trois indicateurs sont ajustés sur une échelle de 1 à 5. Leur ajustement sur cette échelle uniforme permet d'interpréter l'impact relatif des différents facteurs de pondération. En conséquence, des modifications semblables intervenant dans des indicateurs également pondérés ont une incidence égale sur l'IRF. Ainsi, une augmentation de 2 à 3 de l'indicateur de performance du portefeuille ou de l'indicateur du cadre institutionnel produira une augmentation de 0,2 de l'IRF.

- a) Si l'ICI ou l'EPIEN ne sont pas disponibles, l'IRF est uniquement basé sur les indicateurs disponibles et calculé en augmentant proportionnellement leurs poids respectifs ;
- b) Si l'IPP est le seul indicateur disponible, l'ICI et l'EPIEN sont remplacés par l'indicateur pour le secteur rural utilisé dans le système d'allocation fondée sur le résultat du FIDA²⁸, dans la mesure où cet indicateur est disponible ;
- c) Si l'IPP est le seul indicateur disponible et à défaut de l'indicateur de remplacement du FIDA, ou si aucun indicateur de performance n'est disponible, l'IRF n'est pas calculé. Dans ce cas, le pays est intégré au groupe relevant du régime collectif jusqu'à ce que les indicateurs de performance soient définis.

5. La répartition de l'indice de résultat du FEM est illustrée au **Tableau 3.1**. L'IRF se situe entre 2,5 et 3,5 pour les deux tiers environ des pays auquel un indice a été attribué. Le tiers restant est réparti entre les pays ayant un IRF fort (plus de 3,5) et faible (moins de 2,5), les pays de cette seconde catégorie étant légèrement plus nombreux.

Tableau 3.1 : Répartition de l'indice de résultat du FEM

Étendue de l'indice de résultat du FEM	Nombre de pays
Moins de 2	3
2,0 – 2,5	22
2,5 – 3,0	53
3,0 – 3,5	40
3,5 – 4,0	14
Plus de 4,0	5
Pays non évalués	23

L'indicateur de performance du portefeuille (IPP)

6. L'indicateur de performance du portefeuille entrant dans le calcul de l'IRF est élaboré en appliquant le même facteur de pondération aux notes moyennes attribuées aux projets du FEM par l'Examen de l'état d'avancement des projets, et à celles décernées par le Département de l'évaluation des opérations aux projets environnementaux de la Banque mondiale dans ses rapports d'achèvement des projets. Si l'une ou l'autre de ces moyennes n'est pas disponible, l'IPP est basé sur l'indicateur de performance pour le reste du portefeuille.

7. Les notes moyennes attribuées aux projets du FEM par l'Examen de l'état d'avancement des projets sont basées sur les objectifs de développement (OD) et la note d'avancement de l'exécution (AE) de tous les projets en cours d'exécution dans le portefeuille du pays depuis 1999. Les chefs de projet des Agents d'exécution et des Organismes d'exécution affectent une note distincte aux projets pour les OD et l'avancement de l'exécution, choisie dans les catégories suivantes : *très satisfaisant*, *satisfaisant*, *partiellement satisfaisant* et *insatisfaisant*. Cette

²⁸ Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a élaboré un indicateur de cadre sectoriel du développement rural qui entre dans l'application de son système d'allocation en fonction du résultat. Voir l'Encadré 3.2 pour de plus amples informations.

appréciation est ensuite convertie en une note de 1 à 4, la note la plus élevée, 4, correspondant à la catégorie « très satisfaisant ». À ce jour, rien n'a été fait pour normaliser la notation adoptée pour l'EEAP dans les différentes institutions concernées²⁹. Une simple moyenne des notes disponibles sur les projets menés dans chaque pays est donc utilisée.

8. Les notes moyennes affectées aux projets environnementaux de la Banque mondiale par le Département de l'évaluation des opérations sont fondées sur les rapports d'achèvement des projets menés à bien au cours des dix dernières années. Une note choisie dans les catégories suivantes est attribuée aux projets en fonction de la réalisation de leurs objectifs : très satisfaisant, partiellement satisfaisant, moyennement satisfaisant, moyennement insatisfaisant, partiellement insatisfaisant et très insatisfaisant. Cette appréciation est ensuite convertie en une note de 1 à 6, ce dernier chiffre correspondant à la catégorie « très satisfaisant »³⁰. Une simple moyenne des notes disponibles sur les projets menés dans chaque pays est utilisée.

Indicateur d'évaluation de la politique et des institutions environnementales nationales (EPIEN)

9. L'indicateur d'évaluation des politiques sectorielles et des institutions utilisée pour le calcul de l'IRF est basé sur l'indicateur « Politiques et institutions favorables à la viabilité écologique » de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale³¹. Cet indicateur fournit une évaluation complète et systématique des institutions et politiques environnementales de chaque pays. La Banque mondiale élabore cet indicateur pour ses pays clients sur la base de différentes évaluations : i) l'existence de politiques propices ; et ii) la capacité des pays à exécuter et à faire appliquer ces politiques dans les six domaines suivants : pollution atmosphérique, pollution des eaux, déchets solides et dangereux, protection des écosystèmes et de la biodiversité, ressources marines et côtières, ressources dulcicoles et ressources naturelles commercialement exploitées. Elle évalue également la capacité des pays à réaliser des évaluations environnementales, à définir des priorités, à coordonner l'action intersectorielle et à rallier la population à ces efforts, par exemple par une bonne diffusion de l'information. Comme il est dit aux paragraphes 28 et 29 du document principal, la diffusion de cet indicateur et de l'IRF qui en découle est régie par la politique de la Banque mondiale en matière de communication.

L'indicateur du cadre institutionnel (ICI)

10. Cet indicateur entre lui aussi dans le calcul de l'IRF ; l'ICI correspond à la moyenne des cinq indicateurs du module « Gestion et institutions du secteur public » de la CPIA de la Banque mondiale, à savoir :

- a) droits de propriété et gouvernance fondées sur des règles ;

²⁹ Cet indicateur est à la fois incomplet et imprécis. Il n'est disponible que pour 92 pays. Il n'est guère fiable pour les pays sur lesquels on dispose de données insuffisantes d'EEAP compte tenu de l'influence potentiellement forte de quelques notes non représentatives dans l'EEAP.

³⁰ Cet indicateur est à la fois plus complet et plus robuste que celui fondé sur les rapports d'EEAP du FEM. Il est disponible pour 113 pays dont la plupart ont réalisé suffisamment de projets pour atténuer l'influence exagérée des projets non représentatifs.

³¹ Une liste complète des indicateurs disponibles de la CPIA figure à l'Encadré 3.1.

- b) qualité de la gestion budgétaire et financière ;
- c) efficacité de la mobilisation des recettes ;
- d) qualité de l'administration publique ; et,
- e) transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public.

11. Une liste complète des indicateurs disponibles de la CPIA est fournie à l'Encadré 3.1. On constate une forte corrélation entre les différents indicateurs de la CPIA pour le module « Gestion et institutions du secteur public ». Ainsi, il y a une corrélation de 0,91 entre l'indicateur n° 15, « Qualité de l'administration publique » et la moyenne du module « Gestion et institutions du secteur public ». En conséquence, le fait de remplacer un indicateur de la CPIA, par exemple l'indicateur n° 15, par la moyenne du module « Gestion et institutions du secteur public » n'entraîne aucune modification notable de l'IRF. Dans le cas d'espèce, l'IRF augmente de plus de 0,1 pour seulement 9 des 137 pays. Les tests de sensibilité donnent des résultats analogues lorsqu'on utilise d'autres sous-ensembles du module « Gestion et institutions du secteur public » pour mesurer l'ICI.

Encadré 3.1 Les indicateurs de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale

La Banque mondiale réalise chaque année une évaluation comparative des politiques et institutions nationales de chacun de ses pays clients. Ces évaluations reposent sur 16 indicateurs regroupés en quatre modules: gestion économique, politiques structurelles, intégration sociale/équité et secteur public. Elles constituent un aspect important du système d'allocation fondée sur le résultat de l'Association internationale de développement. La Banque mondiale a décidé que les évaluations de la CPIA concernant tous les pays membres de l'IDA seront rendues publiques dès le début de 2006.

Les 16 indicateurs sont regroupés comme suit en quatre modules :

Gestion économique

1. Gestion macro-économique
2. Politique budgétaire
3. Politique d'endettement

Politiques structurelles

4. Commerce
5. Secteur financier
6. Cadre réglementaire des activités commerciales

Politiques d'intégration sociale/d'équité

7. Égalité des sexes
8. Utilisation équitable des ressources publiques
9. Développement des ressources humaines
10. Protection sociale et réglementation du travail
11. Politiques et institutions propices à la pérennité de l'environnement

Gestion et institutions du secteur public

12. Droits de propriété et gouvernance fondée sur des règles
13. Qualité de la gestion budgétaire et financière
14. Efficacité de la mobilisation des recettes
15. Qualité de l'administration publique
16. Transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public

Encadré 3.2 Indicateurs du FIDA pour l'évaluation du secteur rural

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) procède chaque année à une évaluation des institutions et des politiques sectorielles de développement rural pour chacun de ses pays clients en vue de l'application de son système d'allocation fondée sur le résultat. Ces évaluations reposent sur 12 indicateurs regroupés en cinq modules : renforcement des capacités des populations pauvres des zones rurales et de leurs organisations, accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies, amélioration de l'accès aux marchés et aux services financiers, problèmes liés à la parité hommes-femmes, gestion des ressources publiques et reddition de comptes. Toutes les évaluations sont rendues publiques.

Les 12 indicateurs sont regroupés comme suit en cinq modules :

- A. Renforcement des capacités des populations pauvres des zones rurales et de leurs organisations
 - i) Cadre politique et juridique des organisations rurales
 - ii) Dialogue entre les gouvernements et les organisations rurales
- B. Accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies
 - i) Amélioration de l'accès à la terre
 - ii) Accès à l'eau pour l'agriculture
 - iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole
- C. Amélioration de l'accès aux marchés et aux services financiers
 - i) Conditions propices pour le développement des services financiers en zone rurale
 - ii) Climat d'investissement pour l'entreprise rurale
 - iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles
- D. Problèmes liés à la parité hommes-femmes
 - i) Accès à l'éducation supérieure en zone rurale
 - ii) Représentation
- E. Gestion des ressources publiques et reddition de comptes
 - i) Allocation et gestion des ressources publiques en vue du développement rural
 - ii) Responsabilité, transparence et corruption en zone rurale

ANNEXE 4. ALLOCATIONS INDICATIVES POUR LE DOMAINE D'INTERVENTION DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

1. Comme il est dit aux paragraphes 9 à 17 du document principal, le dispositif d'allocation des ressources détermine en cinq opérations le montant des allocations indicatives au titre du régime individuel et collectif pour le domaine Diversité biologique. Le Tableau 4.1. présente une simulation des allocations indicatives élaborées à partir de l'IPF Diversité biologique (Annexe 1) et pour l'IRF (Annexe 3) sur la base d'un volume de ressources présumé de 960 millions de dollars pour le domaine d'intervention Diversité biologique. Le volume présumé correspond grosso modo aux ressources disponibles au titre du FEM-III. Les pays ne sont pas spécifiquement identifiés dans cette simulation. En revanche, ils sont définis par leur classement IPF pour la diversité biologique³². Ainsi, 56 pays dotés d'une allocation indicative supérieure à 3,2 millions de dollars relèvent du régime individuel, tandis que les 92 autres pays ont collectivement accès à 142,8 millions de dollars.

³² Il n'y a pas de relation spécifique entre l'IPF Diversité biologique d'un pays et son IPF Changement climatique. En conséquence, le nombre de pays est différent dans les deux domaines d'intervention.

Tableau 4.1
Illustration de l'allocation des ressources au titre du DAR pour le domaine Diversité biologique

	Nombre de pays	Millions USD	Part des ressources
Total des ressources pour le domaine d'intervention	148	960,0	100,0%
Dédutions: projets mondiaux et régionaux		48,0	5,0%
Dédutions: Prog.microfinancements et renf. capacités		48,0	5,0%
Total déductions		96,0	10,0%
Ressources allouées au titre du régime individuel et collectif		864,0	90,0%
Allocations individuelles aux pays (formule mathématique)	56	721,2	75,1%
Allocations au titre du régime collectif (formule mathématique)	92	119,5	12,4%
Allocations régime collectif (sur la base des compléments)		23,3	2,4%
Part des retombées positives sur l'environnement mondial des Pays relevant du régime individuel	56		87,1%
Plafond des allocations individuelles		3,2	

Allocations indicatives pour les pays relevant du régime individuel**

Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)	Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)	Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)	Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)
Pays2	57,0	Pays17	15,6	Pays39	7,1	Pays47	4,8
Pays3	47,9	Pays12	15,0	Pays45	6,9	Pays36	4,6
Pays1	44,1	Pays18	14,6	Pays34	6,6	Pays50	4,4
Pays4	42,6	Pays16	12,8	Pays31	6,5	Pays58	4,2
Pays5	33,5	Pays24	12,1	Pays30	6,4	Pays48	4,0
Pays6	29,2	Pays19	12,1	Pays35	6,4	Pays54	3,7
Pays9	24,8	Pays22	11,7	Pays41	6,4	Pays56	3,5
Pays13	24,2	Pays21	11,6	Pays33	6,4	Pays65	3,4
Pays7	24,1	Pays23	9,8	Pays37	6,0	Pays62	3,4
Pays8	23,5	Pays20	9,8	Pays40	5,9	Pays59	3,4
Pays10	20,6	Pays25	9,6	Pays38	5,5	Pays53	3,3
Pays14	18,8	Pays28	7,9	Pays46	5,1	Pays55	3,3
Pays15	18,7	Pays27	7,8	Pays42	5,0	Pays64	3,3
Pays11	17,1	Pays32	7,2	Pays51	4,9	Pays61	3,2

Note: Le montant des allocations est fourni à titre purement indicatif et pourra être modifié en fonction des données actualisées sur le volume de ressources disponibles pour ce domaine d'intervention, de l'IPF, de l'IRF et de la liste de pays admissibles.

ANNEXE 5. ALLOCATIONS INDICATIVES POUR LE DOMAINE D'INTERVENTION CHANGEMENT CLIMATIQUE

1. Comme il est dit aux paragraphes 9 à 17 du document principal, le dispositif d'allocation des ressources détermine en cinq opérations le montant des allocations indicatives au titre du régime individuel et collectif pour le domaine Changement climatique. Le Tableau 5.1. présente une simulation des allocations indicatives élaborées à partir de l'IPF pour le changement climatique (Annexe 2) et pour l'IRF (Annexe 3) sur la base d'un volume présumé de 960 millions de dollars pour le domaine d'intervention Changement climatique. Le volume de ressources présumé correspond grosso modo aux ressources disponibles pour ce domaine au titre du FEM-III. Les pays ne sont pas spécifiquement identifiés dans cette simulation. En revanche, ils sont définis par leur classement IPF pour le changement climatique³³. Ainsi, 45 pays dotés d'une allocation indicative supérieure à 2,6 millions de dollars relèvent du régime individuel, tandis que les 115 autres pays ont collectivement accès à 143,6 millions de dollars.

³³ Il n'y a pas de relation spécifique entre l'IPF Diversité biologique d'un pays et son IPF Changement climatique. En conséquence, le nombre de pays est différent dans les deux domaines d'intervention.

Tableau 5.1
Illustration de l'allocation des ressources au titre du DAR pour le domaine Changement climatique

	Nombre de pays	Millions USD	Part des ressources
Total des ressources pour le domaine d'intervention	160	960.0	100.0%
Déductions: projets mondiaux et régionaux		48.0	5.0%
Déductions: Prog.microfinancements et renf. capacités		48.0	5.0%
Total déductions		96.0	10.0%
Ressources allouées au titre du régime individuel et collectif		864.0	90.0%
Allocations individuelles aux pays (formule mathématique)	45	720.4	75.0%
Allocations au titre du régime collectif (formule mathématique)	115	84.3	8.8%
Allocations régime collectif (sur la base des compléments)		59.3	6.2%
Part des retombées positives sur l'environnement mondial des : Pays relevant du régime individuel	45		89.9%
Plafond des allocations individuelles		2.6	

Allocations indicatives pour les pays relevant du régime individuel**

Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)	Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)	Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)	Numéro du pays	Alloc. ind. (millions USD)
Pays1	144.0	Pays14	14.1	Pays26	7.4	Pays41	4.4
Pays2	71.3	Pays13	13.7	Pays28	7.1	Pays50	3.9
Pays3	62.6	Pays20	13.4	Pays35	6.7	Pays46	3.8
Pays4	38.3	Pays24	11.5	Pays33	6.6	Pays47	3.7
Pays5	37.0	Pays18	11.3	Pays30	6.1	Pays59	3.3
Pays6	30.2	Pays22	10.7	Pays27	6.1	Pays57	3.1
Pays10	23.6	Pays17	10.3	Pays29	5.8	Pays51	3.0
Pays9	18.1	Pays21	9.5	Pays40	5.8	Pays56	2.8
Pays8	17.1	Pays23	9.5	Pays37	5.0	Pays52	2.6
Pays12	16.7	Pays25	9.0	Pays34	4.8		
Pays11	15.9	Pays19	8.4	Pays39	4.6		
Pays15	14.7	Pays31	8.3	Pays42	4.6		

Note: Le montant des allocations est fourni à titre purement indicatif et pourra être modifié en fonction des données actualisées sur le volume de ressources disponibles pour ce domaine d'intervention, de l'IPF, de l'IRF et de la liste de pays admissibles.

ANNEXE 6. PAYS POUVANT PRÉTENDRE AUX FINANCEMENTS DU FEM

Généralités et contexte

1. Le paragraphe 9 de l'Instrument du FEM dispose qu'un pays peut avoir accès à l'aide du FEM dans un domaine d'intervention s'il : i) répond aux critères d'admissibilité établis par la Conférence des Parties de la convention applicable ; ou s'il ii) peut emprunter auprès de la Banque mondiale ou avoir accès à l'aide du PNUD, et s'il est partie à la convention pertinente. Par ailleurs, le Conseil peut déterminer des critères d'attribution complémentaires.

2. Ces dispositions ne permettent cependant pas toujours de déterminer si un pays satisfait les critères d'agrément. Ainsi, bien que la Convention sur la diversité biologique dispose que les pays en développement qui en sont parties peuvent prétendre aux financements attribués au titre de son mécanisme financier, les Parties n'ont pas arrêté la liste de ces pays en développement. En outre, elles ont ultérieurement identifié des groupes spécifiques de pays, tels que les PEID et les pays en transition, qui peuvent également bénéficier de ces financements, sans toutefois préciser la relation entre cette dernière décision et la règle de base régissant l'admissibilité. Au FEM, l'usage veut que toute incertitude quant à l'admissibilité d'un pays soit soumise à la confirmation du Secrétariat de la convention qui statue en fonction des orientations données par la convention.

3. Par ailleurs, le statut d'un pays peut être modifié durant la période couverte par une reconstitution des ressources dans la mesure où son admissibilité à l'aide du FEM est fonction de sa capacité à emprunter auprès de la Banque mondiale ou à solliciter l'assistance du PNUD.

Critères d'admissibilité

4. Aux fins d'application du DAR, les critères suivants s'appliqueront jusqu'à ce que la Conférence des Parties à une convention approuve une liste définitive des pays admis à bénéficier de financements au titre de son mécanisme financier. On trouvera aux tableaux 6.1 et 6.2 une liste des pays pouvant solliciter l'aide du FEM dans chaque domaine d'intervention sur la base de ces critères.

5. Pour le *domaine Diversité biologique*, un pays est admissible s'il est partie à la CDB, s'il peut emprunter à la Banque mondiale et se prévaloir de l'aide du PNUD.

6. Pour le *domaine Changement climatique*, un pays est admissible s'il est partie à la CCNUCC, et s'il : i) est une Partie non visée à l'Annexe ; ou, ii) s'il peut emprunter à la Banque mondiale ou solliciter l'assistance du PNUD.

7. Si un pays : i) n'est pas un participant au FEM ; ii) s'il n'a jamais reçu l'aide du FEM dans un domaine d'intervention spécifique, ou iii) s'il n'existe pas de données de performance le concernant pour au moins un des indicateurs de l'IRF, il est placé sous le régime de l'allocation collective dont il pourra bénéficier.

Changement du statut durant la période couverte par une reconstitution des ressources

8. La liste des pays admissibles peut être modifiée durant la période couverte par une reconstitution des ressources. Conformément au cycle des projets, le FEM confirmera l'admissibilité d'un pays à la réception d'une demande de financement (par exemple pour un projet PDF, pour agrément par le DG d'un projet de moyenne envergure ou pour intégration d'une proposition de projet dans le programme de travail). Si un pays n'est plus admissible à la présentation d'une demande de financement, la demande sera rejetée. Les allocations indicatives aux pays qui ne peuvent plus prétendre à l'aide du FEM seront ajoutées aux ressources à réaffecter lorsque le DAR sera de nouveau appliqué (au début d'une période couverte par une reconstitution des ressources ou à mi-parcours).

9. Un pays qui remplit les conditions d'agrément après que les allocations indicatives ont été déterminées sera inclus dans le groupe de pays bénéficiant du régime collectif jusqu'à ce que l'IPF et l'IRF le concernant soient déterminés et qu'une allocation indicative soit calculée au moyen du DAR (au début d'une période couverte par une reconstitution des ressources ou à mi-parcours).

Tableau 6.1 Liste des pays pouvant prétendre aux financements du FEM dans le domaine Diversité biologique³⁴

1	Afghanistan	41	République Dominicaine	81	Malawi	121	Afrique du Sud
2	Albanie	42	Équateur	82	Malaisie	122	Sri Lanka
3	Algérie	43	Égypte	83	Maldives	123	Saint-Kitts-et-Nevis
4	Angola	44	El Salvador	84	Mali	124	Sainte-Lucie
5	Antigua-et-Barbuda	45	Guinée Équatoriale	85	Îles Marshall	125	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
6	Argentine	46	Érythrée	86	Mauritanie	126	Soudan
7	Arménie	47	Estonie	87	Maurice	127	Suriname
8	Azerbaïdjan	48	Éthiopie	88	Mexique	128	Swaziland
9	Bahamas	49	États fédérés de Micronésie	89	Moldova	129	Syrie
10	Bangladesh	50	Fidji	90	Mongolie	130	Tadjikistan
11	Barbade	51	Gabon	91	Maroc	131	Tanzanie
12	Bélarus	52	Gambie	92	Mozambique	132	Thaïlande
13	Belize	53	Géorgie	93	Myanmar	133	Togo
14	Bénin	54	Ghana	94	Namibie	134	Tonga
15	Bhoutan	55	Grenade	95	Népal	135	Trinité-et-Tobago
16	Bolivie	56	Guatemala	96	Nicaragua	136	Tunisie
17	Bosnie-Herzégovine	57	Guinée	97	Niger	137	Turquie
18	Botswana	58	Guinée-Bissau	98	Nigéria	138	Turkménistan
19	Brésil	59	Guyana	99	Niue	139	Ouganda
20	Bulgarie	60	Haïti	100	Oman	140	Ukraine
21	Burkina Faso	61	Honduras	101	Pakistan	141	Uruguay
22	Burundi	62	Inde	102	Palau	142	Ouzbékistan
23	Cambodge	63	Indonésie	103	Panama	143	Vanuatu
24	Cameroun	64	Iran	104	Papouasie-Nouvelle-Guinée	144	Venezuela
25	Cap-Vert	65	Jamaïque	105	Paraguay	145	Vietnam
26	République Centrafricaine	66	Jordanie	106	Pérou	146	Yémen
27	Tchad	67	Kazakhstan	107	Philippines	147	Zambie
28	Chili	68	Kenya	108	Pologne	148	Zimbabwe
29	Chine	69	Kiribati	109	République de Corée		
30	Colombie	70	Corée, RPD	110	Roumanie		
31	Comores	71	Kirghizstan	111	Fédération de Russie		
32	Congo, RD du	72	Lao RDP	112	Rwanda		
33	Congo, R du	73	Lettonie	113	Samoa		
34	Îles Cook	74	Liban	114	Sao Tomé-et-Principe		
35	Costa Rica	75	Lesotho	115	Sénégal		
36	Côte d'Ivoire	76	Liberia	116	Serbie-et-Monténégro		
37	Croatie	77	Libye	117	Seychelles		
38	Cuba	78	Lituanie	118	Sierra Leone		
39	Djibouti	79	Macédoine	119	République slovaque		
40	Dominique	80	Madagascar	120	Îles Salomon		

³⁴ La Hongrie et la République tchèque peuvent d'ores et déjà bénéficier des financements du FEM dans le domaine Diversité biologique, et devraient avoir accès aux prêts de la Banque mondiale et à l'assistance du PNUD à la fin de 2005.

Tableau 6.2 : Liste des pays pouvant prétendre aux financements du FEM dans le domaine Changement climatique³⁵

1 Afghanistan	41 Djibouti	81 Libye	121 Saint-Marin
2 Albanie	42 Dominique	82 Lituanie	122 Sao Tomé-et-Principe
3 Algérie	43 République Dominicaine	83 Macédoine	123 Arabie Saoudite
4 Angola	44 Équateur	84 Madagascar	124 Sénégal
5 Antigua-et-Barbuda	45 Égypte	85 Malawi	125 Serbie-et-Monténégro
6 Argentine	46 El Salvador	86 Malaisie	126 Seychelles
7 Arménie	47 Guinée Équatoriale	87 Maldives	127 Sierra Leone
8 Azerbaïdjan	48 Érythrée	88 Mali	128 Singapour
9 Bahamas	49 Estonie	89 Malte	129 République slovaque
10 Bahreïn	50 Éthiopie	90 Îles Marshall	130 Îles Salomon
11 Bangladesh	51 États fédérés de Micronésie	91 Mauritanie	131 Afrique du Sud
12 Barbade	52 Fidji	92 Maurice	132 Sri Lanka
13 Bélarus	53 Gabon	93 Mexique	133 Saint-Kitts-et-Nevis
14 Belize	54 Gambie	94 Moldova	134 Sainte-Lucie
15 Bénin	55 Géorgie	95 Mongolie	135 Saint-Vincent-et-les Grenadines
16 Bhoutan	56 Ghana	96 Maroc	136 Soudan
17 Bolivie	57 Grenade	97 Mozambique	137 Suriname
18 Bosnie-Herzégovine	58 Guatemala	98 Myanmar	138 Swaziland
19 Botswana	59 Guinée	99 Namibie	139 Syrie
20 Brésil	60 Guinée-Bissau	100 Nauru	140 Tadjikistan
21 Bulgarie	61 Guyana	101 Népal	141 Tanzanie
22 Burkina Faso	62 Haïti	102 Nicaragua	142 Thaïlande
23 Burundi	63 Honduras	103 Niger	143 Togo
24 Cambodge	64 Inde	104 Nigéria	144 Tonga
25 Cameroun	65 Indonésie	105 Niue	145 Trinité-et-Tobago
26 Cap-Vert	66 Iran	106 Oman	146 Tunisie
27 République Centrafricaine	67 Israël	107 Pakistan	147 Turquie
28 Tchad	68 Jamaïque	108 Palau	148 Turkménistan
29 Chili	69 Jordanie	109 Panama	149 Tuvalu
30 Chine	70 Kazakhstan	110 Papouasie-Nouvelle-Guinée	150 Ouganda
31 Colombie	71 Kenya	111 Paraguay	151 Ukraine
32 Comores	72 Kiribati	112 Pérou	152 Émirats arabes unis
33 Congo, RD du	73 Corée, RPD du	113 Philippines	153 Uruguay
34 Congo, R du	74 Koweït	114 Pologne	154 Ouzbékistan
35 Îles Cook	75 Kirghizstan	115 Qatar	155 Vanuatu
36 Costa Rica	76 Lao, RDP	116 République de Corée	156 Venezuela
37 Côte d'Ivoire	77 Lettonie	117 Roumanie	157 Vietnam
38 Croatie	78 Liban	118 Fédération de Russie	158 Yémen
39 Cuba	79 Lesotho	119 Rwanda	159 Zambie
40 Chypre	80 Liberia	120 Samoa	160 Zimbabwe

³⁵ La Hongrie et la République tchèque peuvent d'ores et déjà bénéficier des financements du FEM dans le domaine Changement climatique, et devraient avoir accès aux prêts de la Banque mondiale et à l'assistance du PNUD à la fin de 2005.